

La Turquie, quel allié demain ?

Étienne DU PEYROUX

Colonel de l'Armée de terre, auditeur de la 67^e session du
Centre des hautes études militaires (CHEM).

Entre pantouranisme et panislamisme, entre néo-ottomanisme et volonté de dépasser la période kémaliste, la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan (Premier ministre de 2003 à 2014 et, depuis, président de la République de Turquie) est un acteur aux contradictions apparentes et multiples sur la scène régionale et internationale. Carrefour, pivot ou porte entre l'Orient et l'Occident, les qualificatifs ne manquent pas pour désigner un pays dont la place, la culture, l'héritage historique et les ressorts politiques profonds soulignent la singularité. De son appartenance à l'Otan à sa candidature à l'entrée dans l'Union européenne, de sa relation privilégiée avec les États-Unis à son implication dans le processus d'Astana (visant à mettre fin à la guerre civile en Syrie) au côté des Russes et des Iraniens, la Turquie interroge ses alliés occidentaux. Au cœur de cette interrogation figure celle de notre association avec ce pays, qui nous amène à nous demander si, à bref horizon, la Turquie demeurera un allié pour la France, l'Europe et l'Otan dans la zone clé qu'elle occupe ?

La quête d'une identité permettant de s'affirmer dans le concert des Nations

Pour se positionner dans le jeu des Nations et définir une stratégie propre, la Turquie s'appuie aujourd'hui sur une identité qu'elle a peiné à définir jusqu'à un passé récent. Longtemps source d'interrogation tant le modèle national *post*-ottoman fut construit sur une négation de la culture profonde de la Turquie majoritaire, anatolienne, musulmane et rurale, l'identité turque semble aujourd'hui plus homogène qu'elle ne le fut durant soixante-dix ans. C'est l'effet de la synthèse islamo-conservatrice permise par l'accession au pouvoir de l'AKP (Parti pour la justice et le développement) d'Erdoğan qui paraît avoir mis un terme à cette interrogation. Ainsi, cette identité retrouvée, mélange d'islam et de tradition séculaire à consonance ottomane, permet à la Turquie d'affirmer son *leadership* régional et à son Président de valoriser ce nouveau rôle sur la scène internationale pour se mettre en avant sur la scène politique intérieure.

L'identité turque : construction d'un État et fractures communautaro-religieuses

Née sur les décombres de l'Empire ottoman, bâtie sur le malentendu du génocide arménien, péché originel objet d'un déni collectif profond, la nation turque prend les traits d'une république autoritaire et patriarcale dès 1923. Faisant peu de cas de la

La Turquie, quel allié demain ?

sensibilité de la Turquie anatolienne pauvre et peu éduquée, Atatürk ⁽¹⁾ mène une politique de laïcisation radicale et violente destinée à arrimer la Turquie au monde occidental. Cette sécularisation du pays à marche forcée s'accompagne d'une transformation profonde de la société. Elle se matérialise par l'adoption de l'alphabet latin, l'application de codes juridiques d'inspiration européenne et l'interdiction des confréries religieuses ou de certaines coutumes et traditions séculaires. Cette nouvelle Turquie, dominée par un État omnipotent, lui-même contrôlé en profondeur par l'armée, s'appuie sur une bourgeoisie urbaine cultivée et progressiste. Méfiante à l'endroit des minorités de tous ordres (alevie d'inspiration chiite ou kurde, présentes en nombre dans l'Est du pays), la Turquie kémaliste laïque contrôle les mouvements religieux et s'attache à faire du sécularisme la norme commune, n'hésitant pas en cela à user des méthodes les plus autoritaires.

Après plus de soixante-dix années de laïcisation forcée et quatre coups d'État militaires de plus ou moins forte intensité ⁽²⁾, la Turquie entre dans une nouvelle époque en 2002 lorsque Recep Tayyip Erdoğan accède au pouvoir, fort d'un succès électoral probant acquis sur les promesses combinées du retour de l'islam en Turquie et de lendemains économiques radieux. Tenant ses engagements et capitalisant sur les ferments d'une prospérité économique préparée par ses prédécesseurs tout autant que sur la capacité des travailleurs turcs à réaliser une industrialisation efficace, Recep Erdoğan va très vite satisfaire son électorat. Il peut ainsi rendre à la « Turquie noire » sa fierté perdue et l'autoriser à renouer avec des traditions religieuses mises sous le boisseau pendant des décennies. Les succès électoraux ininterrompus de l'AKP et son maintien au pouvoir depuis quinze ans attesteront de la satisfaction des aspirations profondes et réelles dans le pays par ce retour aux sources.

Pour autant, cette évolution vers un islamisme plus assumé ne permet pas de résoudre l'équation difficile de la relation des Turcs à leurs minorités, au premier rang desquelles figure la minorité kurde. En effet, même s'il se positionne initialement en rupture avec la tradition kémaliste, plutôt anti-kurde, en pratiquant une politique très ouverte, Recep Erdoğan est peu à peu contraint de changer de ligne de conduite. Dès 2011, l'agitation kurde en Syrie inquiète Ankara qui adopte alors une posture plus dure. Craignant une forte contagion et s'inquiétant des relations entre les différents partis kurdes de Syrie et d'Irak, considérés comme des avatars ou des inspireurs des « terroristes » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) Recep Erdoğan reprend une politique répressive. Il satisfait en cela son électorat et empêche la création d'une force démocratique kurde alors en gestation. Ce fait montre à quel point la question kurde reste une grille de lecture pertinente lorsque l'on s'interroge sur les éléments constitutifs de la Turquie et que l'on étudie les motivations profondes de ses politiques intérieures et extérieures.

(1) Mustapha Kemal Atatürk (1881-1937), fondateur de la République de Turquie en 1923, figure tutélaire du pays dont la politique de sécularisation et d'occidentalisation forcée irrigue la vie politique du pays depuis la fin de l'Empire ottoman.

(2) La République turque connaît en réalité trois véritables coups d'État en 1960, 1971 et 1980. Les militaires obtiennent en 1997 la démission du Premier ministre Erbakan (mentor en politique d'Erdoğan) dans ce que l'on pourrait qualifier « d'avertissement sans frais ».

La Turquie,
quel allié demain ?

Néanmoins la question de l'identité turque doit aussi être posée dans le rapport de ce pays à l'Occident, tant ce rapport ouvre de perspectives de réflexion et de questionnement pour la plupart des Turcs.

La Turquie doit-elle être abordée comme une Nation occidentale ?

Souvent présentée comme le pont entre l'Orient et l'Occident, la Turquie oscille et hésite. Entre désir de vivre dans la modernité culturelle et économique européenne, et attachement à ses racines orientales, la Turquie est traversée de profonds sentiments contradictoires.

Le syndrome de Sèvres, véritable « phobie collective »⁽³⁾, imprègne l'identité turque depuis 1920 et nourrit la nostalgie de l'âge d'or ottoman. Il nourrit la crainte latente et reptilienne de l'existence possible de forces occultes n'ayant d'autre but que la destruction de la Nation turque. Ainsi, ce traumatisme irrigue la construction nationaliste turque et nourrit le fort ressentiment des Turcs à l'endroit de l'Europe des « Croisés ». Signé le 10 août 1920, le Traité acte la destruction de l'Empire ottoman et, *via* l'Accord secret Sykes-Picot (16 mai 1916), procède au redécoupage des frontières régionales. Perçu par les Turcs comme la manifestation de l'impérialisme occidental, le Traité de Sèvres, jamais ratifié, préfigure l'acte de naissance de la nouvelle Nation turque que concrétise l'Accord de Lausanne ratifié en 1923. Ainsi, ancré au tréfonds de la conscience turque, le syndrome de Sèvres ne cesse d'alimenter les réflexes obsidionaux des gouvernants et renforce le nationalisme de la population au gré des ennemis décrétés par les régimes successifs : Kurdes, Occidentaux, Américains ou Russes sont voués tour à tour à la vindicte et accusés de vouloir, à nouveau, s'attaquer à la Nation.

En outre, ce syndrome profond trouve écho dans le feuilleton de l'adhésion à l'Union européenne qui est vécu comme une frustration humiliante pendant toute la décennie 2000. Celui-ci concourt au développement d'une forme de ressentiment envers l'Europe, compte tenu des efforts que ce processus réclame de la part de la population. Néanmoins et de façon paradoxale, le cheminement vers l'adhésion sert l'Administration Erdoğan dans sa volonté de faire sauter un certain nombre de verrous datant de la période kémaliste. Au premier rang de ceux-ci figure l'armée, élément clé de « l'État profond » d'où était contrôlé le pouvoir politique depuis soixante-dix ans. Une lutte sans merci l'oppose à l'AKP lors de l'accession de cette dernière au pouvoir. Dans ce combat, la nécessité pour la Turquie de satisfaire aux critères de Copenhague⁽⁴⁾ sera régulièrement utilisée pour mettre au pas une armée par trop autonome et influente.

(3) SCHMID Dorothee, *La Turquie en cent questions*, Tallandier, 2017, p. 52.

(4) CONSEIL EUROPÉEN, Critères d'adhésion dits critères de Copenhague, 1993 (https://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/accession_criteria_copenhagen.html?locale=fr).

L'AKP et l'affirmation identitaire, une réconciliation de la Turquie avec elle-même

L'arrivée au pouvoir de l'AKP marque en 2002 un tournant dans la perception turque de son identité. Elle provoque un retour à certains fondamentaux que le kémalisme avait tenté de faire disparaître depuis 1923.

Dès 2002, l'accession de Recep Erdoğan au poste de Premier ministre signe la fin du primat absolu du politique sur le religieux et diminue l'influence de l'État profond, matérialisé notamment par le Conseil de sécurité nationale ⁽⁵⁾ dont le rôle va être sapé par le nouveau Premier ministre puis Président. En insérant l'islam politique dans l'espace démocratique, Recep Erdoğan s'attaque à l'un des fondements du kémalisme qu'est le laïcisme d'État. Répondant aux aspirations du peuple désireux d'exprimer sa foi plus librement, il donne alors corps à une résistance culturelle à l'occidentalisation des esprits et renoue avec une forme d'islamo-nationalisme présent dans sa politique sociale et éducative mais aussi dans sa politique étrangère. Pour autant, le principe d'un État autoritaire ne disparaît pas et l'exercice de la démocratie réduit aux seules élections reste bien loin d'une libéralisation de l'ensemble des institutions, sans que cela ne provoque d'opposition majeure de la part d'une population habituée à ce type de pratiques.

Enfin, un facteur clé de la relation de la Turquie à son identité et donc de sa relation aux autres, s'exprime dans la personnalité de son dirigeant charismatique et tout-puissant. Après douze années de pouvoir exercé comme Premier ministre à partir de 2002, Recep Erdoğan est élu président de la République en 2014. Alors que s'est opéré en 2010 un tournant autoritaire du pouvoir, cette élection consacre l'hyperprésident d'une nouvelle Turquie ambitieuse et réconciliée, au moins en apparence, avec elle-même. Fédérateur et conscient de l'aspiration de son peuple à renouer avec une fierté qu'il croyait perdue, Recep Erdoğan joue parfaitement de son aura. *Leader* fantasque, tribun hors pair et personnage arrogant, il ambitionne de marquer l'histoire et de devenir la figure tutélaire qui égalera puis dépassera Atatürk dans le cœur de son peuple et dans la geste de la Nation. Pour cela il n'hésite pas à revendiquer pour son pays un rôle de puissance régionale qui satisfait l'ego de Turcs et conditionne les relations du pays avec ses voisins, occidentaux ou moyen-orientaux.

Des évolutions préoccupantes

Désenchantée par sa relation à l'Occident, la Turquie se trouve confrontée, depuis 2011, au chaos de son environnement oriental à la suite des Printemps arabes et de la crise syrienne. Ces événements auxquels le pays a d'abord choisi de répondre par une stratégie indirecte l'obligent désormais à s'engager de plus en plus et provoquent des bouleversements internes et externes. Ceux-ci ne sont pas sans conséquence sur les relations que les pays de l'Alliance atlantique entretiennent avec les Turcs. Le positionnement géopolitique de la Turquie en Syrie, l'évolution du régime et les

(5) Le Conseil de sécurité nationale (MGK) est composé du Premier ministre, du Chef d'état-major des armées (Céma), des commandants des trois armées et de la gendarmerie. Placé sous l'autorité du président de la République, il est l'organe de contrôle principal du pouvoir politique de l'État kémaliste.

La Turquie,
quel allié demain ?

conséquences de sa politique intérieure sur ses capacités militaires mettent en question la fiabilité de l'allié turc.

Le révélateur de la crise syrienne

Alors que la Turquie avait bâti depuis le début des années 2000 une véritable politique arabe, la crise qui embrase le Maghreb puis le Moyen-Orient modifie la donne. La proximité de la guerre en Syrie, l'extrême violence de l'affrontement qui oppose les différentes factions et la porosité du conflit avec la situation intérieure turque rebattent les cartes et obligent la Turquie à revoir sa stratégie, tant vis-à-vis de ses voisins que de ses alliés occidentaux. Alors que Recep Erdoğan avait réussi à normaliser sa relation avec Bachar el-Assad et pratiqué une politique d'ouverture envers la minorité kurde de Turquie, l'embrasement syrien provoque depuis 2011 et surtout 2015 un revirement complet de son attitude. Or, celui-ci intervient au moment où la relation avec l'Europe est déjà tendue. Concomitante avec l'échec des négociations d'adhésion, la crise syrienne débouche sur la crise migratoire. Instrumentalisée par les Turcs qui utilisent les réfugiés pour faire pression sur l'Europe, cette crise provoque une nouvelle incompréhension entre la Turquie et les opinions publiques européennes.

Le revirement turc en Syrie intervient après qu'Ankara a décidé de lâcher Bachar el-Assad en 2011 en rompant ses relations diplomatiques et en se plaçant en soutien de l'opposition syrienne. Adoptant une attitude complexe vis-à-vis du groupe État islamique (EI) avec lequel elle commerce, la Turquie soutient les différents mouvements d'opposition et tente de jouer de ses propres intérêts. Alors qu'elle est accusée d'être une autoroute des djihadistes, son positionnement flou vis-à-vis de l'EI la rend illisible. Soucieuse de répondre aux injonctions des pays occidentaux, Ankara rejoint officiellement la coalition anti-*Daech* à l'été 2015. Elle subit d'ailleurs à cette période une vague d'attentats sans précédent revendiqués par l'EI, vague qui permet de mesurer à quel point le rôle trouble joué par la Turquie durant toute cette période finit par se retourner contre le pays.

Par ailleurs, la constitution d'un territoire kurde autonome en territoire syrien, soutenu par les Occidentaux, ramène les Turcs à leur obsession complotiste anti-Kurdes. L'épisode de Kobané à l'été 2014, pendant lequel les Turcs privent de tout soutien les combattants kurdes, puis le déclenchement en août 2016 de l'opération *Bouclier de l'Euphrate* sont les deux premières marches d'une implication directe qui atteste de l'obsession turque de prévenir toute formation d'un embryon de Nation kurde à sa frontière Sud-Est, lieu d'implantation de la minorité kurde de Turquie. L'opération menée depuis le début de l'année 2018, puis la prise d'Afrin suit cette même logique. Celle-ci est en outre menée en dépit du soutien américain aux Kurdes vécu comme une provocation par les Turcs.

Compte tenu de cette implication et de sa volonté de peser dans le règlement de la crise, la Turquie s'associe aux négociations diplomatiques menées par les Russes dans le cadre du Processus d'Astana. En mai 2017, l'accord signé par la Turquie, l'Iran et la Russie sans participation de l'opposition ou du régime syrien, crée quatre zones de « désescalade ». Traité avec circonspection par les Américains et leurs alliés de la

La Turquie, quel allié demain ?

coalition, l'Accord d'Astana montre à nouveau la difficulté de la position turque, écartelée entre son alliance occidentale et son obligation de passer sous les fourches caudines russes pour atteindre ses objectifs immédiats.

Au bilan, la guerre syrienne sert de révélateur de la position particulièrement ambiguë de l'allié turc au sein de l'Otan. Elle est aussi, du point de vue de l'Union européenne la marque d'un tournant quasi dictatorial du régime que traduit la violente répression anti-kurde, en totale contradiction avec les avancées qui avaient été réalisées précédemment dans le cadre des négociations d'adhésion.

La dérive autoritaire

L'alliance diplomatique et militaire avec la Turquie n'est pas le seul révélateur de l'interrogation qui régit les rapports entre ce pays et l'Europe. En effet, la forte dérive autocratique voire dictatoriale de la Turquie interpelle de plus en plus. Initialement tourné vers un islamisme présentable, le régime Erdoğan dérive progressivement en une proto-dictature dont les Européens prennent conscience lors des événements de Gezi en 2013 ⁽⁶⁾. La chasse aux opposants qui découle de ces manifestations d'opposition, le musellement de la presse tout autant que népotisme du système Erdoğan apparaissent au grand jour. Alors que le processus d'adhésion avait suscité des avancées en matière de démocratisation de la Turquie, tant qu'elles servaient les intérêts de l'AKP, force est de constater que celles-ci passent au second plan des préoccupations d'un pouvoir désormais soucieux d'assurer sa propre pérennité.

Dans ce contexte, l'échec de la tentative de coup d'État du mois de juillet 2016 et la violente répression qu'il occasionne, résonnent de façon particulière. Qualifié de « cadeau de Dieu » par Recep Erdoğan lui-même, le *putsch* de 2016 sonne le glas du pouvoir de l'armée en Turquie. Cela est d'autant plus vrai que la population turque prend la défense du pouvoir et se dresse contre ce *pronunciamento*. Mais il est aussi une formidable occasion pour le pouvoir de donner le coup de grâce à la double opposition kémaliste et güleniste ⁽⁷⁾. Cette dernière est particulièrement visée par Recep Erdoğan. Les purges massives qui découlent du coup d'État, grâce à l'instauration d'un état d'urgence sans cesse renouvelé, laminent toute opposition au Président. La justice, l'armée, la presse, l'éducation sont les institutions dans lesquelles s'exerce le plus fort contrôle. Les procès sommaires et les arrestations arbitraires s'ajoutent aux mises à pied massives dont le but est de purger l'administration. La rapidité et l'ampleur de ces purges laissent entendre qu'elles étaient préparées de longue date. Ainsi, dès le 20 juillet 2016, ce sont près de 50 000 fonctionnaires qui sont suspendus alors que

(6) En mai 2013, l'urbanisation annoncée du parc de Gezi, l'un des rares espaces vert d'Istanbul provoque une forte mobilisation de l'opposition au projet qui donnera lieu, dans tout le pays, à des manifestations d'hostilité au régime. Faisant suite aux Printemps arabe, ce phénomène fait craindre le pire au pouvoir qui reprend la situation en main par la force et l'intimidation. L'« esprit de Gezi » apparaît alors comme la première forme de résistance au pouvoir sans partage de l'AKP sur le pays.

(7) Fondateur et dirigeant de la confrérie *Hizmet* (« service »), Fethullah Gülen est un prédicateur réfugié aux États-Unis depuis 1999. Présenté par le pouvoir comme l'inspirateur du coup d'État de 2016, il est l'ennemi juré de Recep Erdoğan dont l'ascension s'est pourtant longtemps appuyée sur les réseaux gülenistes en Turquie. Pourchassant sans relâche les membres de la confrérie depuis le début de la décennie 2010, en particulier dans l'administration et dans l'armée, Recep Erdoğan déclenche en juillet des purges de masse visant en particulier les membres taxés d'appartenance à cette mouvance.

La Turquie, quel allié demain ?

se multiplient les arrestations de magistrats, de fonctionnaires, de militaires, de journalistes ou d'enseignants.

Par conséquent, la confiance des Occidentaux envers une Turquie de plus en plus despotique s'est dégradée depuis le début de la décennie 2010. De la même façon certains doutent quant à la capacité de l'outil militaire turc, pourraient se faire jour et augmenter ce qui est devenu une profonde crise de confiance.

Un allié capable sur le plan militaire ?

Deuxième armée de l'Otan en nombre de soldats, l'armée turque fut longtemps considérée comme un des maillons forts de l'Alliance. Offrant des garanties certaines sur le flanc Sud, sa quantité est, comme le veut l'adage, une qualité en soi. Néanmoins, la question se pose aujourd'hui de son aptitude réelle du fait de la défiance que manifeste Recep Erdoğan à son endroit et des purges régulières dont elle fait l'objet depuis son accession au pouvoir.

« Gardienne de la République turque » selon la Constitution en vigueur jusqu'en 2010, l'armée turque n'est pas seulement un objet politique puisqu'elle détient la particularité d'être aussi un acteur de la vie économique du pays. Ceci se traduit de deux façons : d'une part, par le rôle que joue l'armée turque dans la croissance d'une industrie militaire en plein développement et d'autre part, par le réseau qu'elle a tissé autour d'elle, fait d'institutions sociales et coopératives, et de participations dans certaines entreprises. Sur le plan de l'industrie d'armement, la Turquie a développé un segment de milieu de gamme dont l'ambition augmente. Ceci se traduit par la volonté de concevoir un char d'assaut (Otokar *Altay*), des sous-marins mais aussi un programme d'avion de combat (TAI *TF*). Il est notable que le matériel fabriqué au sein du complexe militaro-industriel turc est produit aux standards de l'Otan, ce qui renforce sa capacité à entrer en concurrence avec d'autres acteurs européens, notamment du fait de prix attractifs. Pour autant, la place du complexe militaro-industriel dans les facteurs d'influence de l'armée est à relativiser, notamment parce que celui-ci a fait l'objet d'une véritable mainmise par le pouvoir, Erdoğan ayant placé à sa tête des proches à la fiabilité éprouvée.

Puissante, pesante, structurante, l'armée turque a été pendant près de soixante-dix ans un des principaux piliers de la Nation kémaliste. Décapitée et contestée, elle est aujourd'hui affaiblie par la lutte sans merci que lui a imposé le pouvoir depuis le début des années 2000. En effet, la lente érosion de l'influence de l'armée dans la politique turque correspond à l'arrivée au pouvoir de l'*AKP* qui, dès son accession aux responsabilités, s'évertue à amoindrir le poids de l'institution dans les affaires de l'État. Dans ce but, tous les moyens sont utilisés et ce que n'arrive pas à faire le pouvoir par la voie institutionnelle, il le réalise en capitalisant sur les affaires et les scandales dont il joue avec habileté. Ainsi les célèbres affaires Ergenekon puis Balyoz (en 2010 puis 2012) ⁽⁸⁾

(8) L'affaire dite Ergenekon éclate en 2007 et révèle l'existence de réseaux mafieux impliquant des militants nationalistes, des membres du parti kémaliste et des fonctionnaires ou gendarmes dans un mélange d'affairisme et de corruption. Le procès qui s'en suivra sera parfois baptisé « procès de l'État profond ». Jugée en 2015, l'affaire Balyoz, quant à elle, implique essentiellement des militaires jugés et condamnés pour avoir préparé, dès 2003, une campagne d'attentats visant à déstabiliser le régime lors de l'arrivée au pouvoir de l'*AKP*.

La Turquie, quel allié demain ?

fournissent au Gouvernement des arguments de poids pour réduire les prérogatives de la haute hiérarchie militaire, sans que l'on ne sache à ce jour quelle part accordée à ces révélations qualifiées pour les uns de scandale d'État, pour les autres de pures manipulations.

À la suite de ces différents scandales et sous l'effet de lois promouvant un contrôle accru du pouvoir militaire par le pouvoir civil, de nombreuses mesures permettront de « civilianiser » de plus en plus les organes décisionnaires de l'armée : nominations, promotions, mises en formation et accession aux responsabilités font l'objet d'un contrôle plus strict et de choix idéologiques. Jusque-là interdits d'accès à l'institution militaire, les instituts confessionnels peuvent désormais présenter des candidats au recrutement dans les écoles de formation de l'armée par exemple.

La répression qui fait suite à la tentative de coup d'État de 2016 continue de désorganiser l'institution militaire. Outre le remplacement des trois chefs d'état-major d'armées, ce sont plus de 10 000 militaires qui sont mis en cause, dont 157 officiers généraux et 5 000 officiers. La hiérarchie militaire est profondément remaniée puisqu'un tiers des généraux de l'Armée de terre sont remplacés ainsi que la moitié des amiraux et des généraux des forces aériennes. L'Armée de l'air perd 280 de ses 600 pilotes dès le mois de septembre 2016. Deux grandes unités sont dissoutes du fait de leur participation au *putsch* (2^e Brigade blindée d'Istanbul et 4^e base aérienne d'Ankara) et de nombreuses unités stationnées à proximité de centres urbains sont déplacées. Toute l'organisation haute du ministère est retouchée : le Céma est placé directement sous l'autorité du président de la République qui le nomme et les chefs d'état-major sont nommés par le ministre de la Défense auquel ils sont directement subordonnés. Le vaste mouvement de civilianisation du ministère précédemment amorcé est amplifié et de nombreuses structures de formation sont réorganisées ou tout simplement fermées (lycées militaires, écoles). Sans qu'il soit encore possible de mesurer l'impact de ces gigantesques purges et de ces profondes réorganisations toujours en cours, on peut néanmoins se douter des perturbations qu'elles génèrent et des conséquences qu'elles auront pendant plusieurs années sur les capacités militaires du pays, ainsi qu'en témoignent certaines difficultés initiales rencontrées par les forces turques dans le cadre de l'opération *Rameau d'olivier* conduite à Afrin (janvier-mars 2018).

Ainsi, la « deuxième armée de l'Otan » est-elle aujourd'hui placée dans une situation telle qu'il est très difficile d'évaluer ses aptitudes et sa capacité à s'engager.

La Turquie, « homme malade » de l'Alliance ?

À la lumière de ces différents constats, il semble donc possible de considérer que la Turquie continue et continuera durablement d'osciller entre Orient et Occident. Si elle est guidée par sa volonté de s'affirmer comme une puissance régionale, elle reste entravée par les limites que lui imposent à la fois sa situation interne mais aussi celle de toute une région plongée dans un enchevêtrement de crises dont l'issue demeure très incertaine.

La Turquie, quel allié demain ?

Un besoin de protection et de participation à l'Alliance toujours intact

Dès son adhésion à l'Otan en 1952, concomitante avec celle de la Grèce, la Turquie s'affirme comme un membre singulier au sein d'une alliance majoritairement occidentale. Un des deux pays musulmans de l'Alliance permettant à celle-ci de ne pas être un « club de Croisés »⁽⁹⁾, elle y joue une partition qui lui est propre tout en pesant d'un poids important de par sa position géographique d'une part et du fait de la masse imposante de son armée d'autre part. Par ailleurs, la participation de l'armée turque aux différentes opérations de l'Otan depuis le début des années 1990 et la chute du monde communiste attestent de son implication. Elle intervient en particulier dans les pays majoritairement musulmans où elle entend en général jouer un rôle. Ainsi, en Afghanistan, elle assume entre 2008 et 2012 le commandement du *Regional Command-Capital* Sud à Kaboul au titre de la mission de sécurisation de l'Afghanistan (Fias, *International Security Assistance Force*). Elle était aussi présente en Bosnie, au Kosovo ou encore au Liban. Hébergeant de nombreuses structures ou moyens de l'Alliance (dont un commandement opératif à Izmir ou encore des stations de détection ou des radars), elle met en valeur sa situation géographique particulière. À rebours, les garanties qu'apportent le parapluie nucléaire américain et la possibilité de faire jouer l'article V du Traité de l'Atlantique Nord restent des facteurs de poids dans les relations particulières qui sont celles de la Turquie avec les deux voisins russe et iranien. Face aux politiques de puissances que mènent ces deux pays au Nord et à l'Est de l'espace anatolien, la Turquie, puissance militaire relative, a besoin d'une profondeur et d'une force stratégique que seule l'Alliance peut lui garantir.

De nouveaux alliés ?

La relation établie entre Recep Erdoğan et la Russie de Vladimir Poutine est un premier élément d'interrogation alors que la Russie est revenue dans le jeu de la puissance. En effet, tandis que l'Alliance veut pouvoir compter sur une Turquie apte à mettre un contrepoids aux manifestations russes en mer Noire et en Méditerranée orientale, celle-ci donne des signes contradictoires, comme en attestent les négociations en cours au sujet de l'acquisition de systèmes russes de défenses sol-air (*S-400*). De même, alors que le pays avait pris ses distances avec la Russie lors de l'incident du bombardier abattu⁽¹⁰⁾, la normalisation de la relation imposée par la Russie et la participation de la Turquie au Processus d'Astana montrent le poids exercé par le voisin russe sur la politique turque. Cette réconciliation conjoncturelle liée à des intérêts communs en Syrie semble néanmoins plutôt circonstancielle et doit donc être considérée avec circonspection. Elle est l'occasion pour Recep Erdoğan de montrer sa capacité à sortir du tête-à-tête avec l'Alliance et à faire preuve d'une certaine « indépendance stratégique », autant à visée externe qu'interne. Elle s'explique aussi par l'obsession kurde qui l'habite et ne cesse d'obscurcir la relation turco-américaine voire turco-européenne.

(9) Seule l'Albanie, qui a adhéré en 2009, se présente comme un pays musulman de l'Alliance, au même titre que la Turquie.

(10) Le 24 novembre 2015, la chasse turque abattait un bombardier russe violant l'espace aérien turc. Sommée de s'excuser, le pouvoir turc adopta une posture de refus avant d'être contraint au bout de six mois, sous la pression économique russe, de se plier à l'exigence de Vladimir Poutine.

La Turquie, quel allié demain ?

En outre, la relation avec ce nouvel « allié » russe paraît pour le moins asymétrique. Dépendant à 60 % du gaz russe et tributaire d'une relation commerciale qui lui est indispensable – en particulier dans le domaine du tourisme –, la Turquie ne peut faire autrement que d'entretenir de bonnes relations avec son voisin du Nord. Sur le plan politique et géopolitique, la fracture initiale entre Vladimir Poutine et Recep Erdoğan au sujet de l'avenir devant être réservé à Bachar Al-Assad s'estompe. Malgré l'animosité de Recep Erdoğan à l'égard du Président syrien, le caractère indispensable de ce dernier aux yeux des Russes s'impose désormais.

La relation turco-iranienne, bien que ne touchant pas l'Otan de manière aussi sensible, provoque également une interrogation, notamment pour les Américains. L'opposition des Turcs au vote de sanctions contre Téhéran en 2010 au Conseil de sécurité de l'ONU a agi comme un révélateur. Ce refus se concrétise aujourd'hui par une application partielle de ces sanctions et par une forme de réchauffement des relations avec le régime des *Mollahs*, largement guidé par le besoin de trouver une solution au problème syrien. Pourtant si l'apparence d'une coopération entre Turcs et Iraniens peut interpellier un œil non averti, celle-ci doit être relativisée. En effet, la relation turco-iranienne doit être observée à l'aune de l'histoire, faite de concurrence entre Ottomans et Perses pour le contrôle de la région, mais aussi à celle de facteurs économiques importants. La volonté de suprématie turque sur le monde sunnite, son rapprochement dans cette optique avec l'Arabie saoudite et son inquiétude face au développement d'un arc chiite Téhéran-Bagdad-Beyrouth laissent à penser que l'actuelle coopération avec l'Iran reste purement pragmatique et circonstancielle. Elle est aussi guidée par des intérêts économiques cruciaux, puisque l'Iran fournit à la Turquie 30 à 40 % de son gaz, complétant ainsi les importations en provenance de Russie et achevant de rendre le pays totalement dépendant de ces deux alliés encombrants.

Assis à la table des négociations d'Astana, Turcs, Iraniens et Russes donnent donc l'image d'une alliance nouvelle capable de s'imposer dans le règlement de la crise syrienne. Pragmatique, le président Erdoğan l'utilise à des fins aussi bien internes qu'externes pour traiter le problème kurde et montrer à son électorat l'indépendance retrouvée du pays à l'égard de l'Alliance atlantique, toujours regardée avec suspicion par les partisans de l'*AKP*. Ce double rapprochement doit-il inquiéter l'Alliance ? N'est-il pas plutôt la énième manifestation d'un pouvoir désireux de satisfaire les aspirations de son *leader* et de son électorat mais au fond, incapable de se passer d'une assurance-vie indispensable dans une région troublée et en pleine évolution ?

Une alliance instrumentalisée par le régime

Jouant avec malice du sentiment occidental, le président Erdoğan s'appuie désormais sur sa domination totale de l'appareil militaire turc pour faire monter les enchères. Il tient un discours laissant à penser que rien n'est définitivement acquis et que l'Otan, mais aussi l'UE, ne sont plus l'alpha et l'oméga d'un pays plus indépendant qu'il ne l'a été depuis la chute de l'Empire ottoman. Mais cette politique du « coup de menton », particulièrement visible dans le cadre de l'opération menée en Syrie où l'armée turque s'oppose frontalement aux Kurdes, soutenus jusqu'alors par les

La Turquie,
quel allié demain ?

Américains, résistera-t-elle à la réalité des faits ? Rien n'est moins sûr. À la tête d'une armée affaiblie et s'appuyant sur une économie qui s'essouffle, il semble que le Président turc aura de la peine à entretenir le rêve d'une Turquie puissante et totalement indépendante. Accueillant sur son sol des éléments de la force nucléaire tactique sur la base aérienne d'Incirlik (à proximité de la ville d'Adana), la Turquie, malgré des épisodes de crise récurrents (tel le refus de passage des troupes américaines vers l'Irak en 2003), joue sur les nerfs de l'Alliance mais se garde bien de rompre les liens avec ce qui reste pour elle une assurance-vie toujours indispensable.

Sur un plan prospectif, il convient d'ailleurs d'ajouter que le pouvoir du président Erdoğan, quoique solidement assis sur un électorat fiable, ne peut être considéré comme indépassable. Contesté pour ses méthodes dictatoriales et canalisé dans une dérive autocratique de plus en plus visible, le Président turc a jusqu'à présent bénéficié de conditions économiques favorables. Celles-ci lui ont permis de se maintenir au pouvoir lors de chaque élection depuis 2002. Rêvant d'égaliser et peut-être même de surpasser Atatürk, Recep Tayyip Erdoğan, joue avec une très grande habileté des contradictions de tous ordres et s'insère parfaitement dans le jeu de la puissance. Mais la Turquie reste militairement faible et les succès que Recep Erdoğan a obtenus face aux Kurdes à Afrin demeurent modestes. Dans cette quête, il n'est pas exclu que la Turquie continue à agir par à-coups en jouant pleinement sur la situation en Syrie, dont celle des réfugiés, et sur les relations qu'elle entretient avec l'ensemble des parties prenantes du grand jeu moyen-oriental en cours. Gageons que le Président turc n'hésitera pas, dans ce cadre, à s'opposer ponctuellement à l'Otan ou aux Américains dans un habile jeu de pression déclaratoire dont il est coutumier et friand. Néanmoins, Recep Erdoğan sait, mieux que tout autre, quel besoin il a d'être adossé à une Alliance qu'il utilise habilement comme bouc émissaire mais dont les bénéfices lui profitent à plein dans le but qu'il s'est fixé de rester au pouvoir coûte que coûte. Le rappel récurrent à l'âge d'or ottoman et la nostalgie du glorieux passé en opposition à un Occident impérialiste reste aujourd'hui de pure tactique et il est plus que probable que les Turcs auront la sagesse de rester amarrés à une alliance qui a autant besoin d'eux qu'ils ont besoin d'elle.

*

**

Affaiblie par les conséquences de purges sans précédent de son appareil militaire alors qu'elle s'est engagée dans une opération à haut risque dans le Nord de la Syrie pour y combattre les Kurdes, ennemis de toujours, la Turquie hésite entre son rêve de pouvoir, parfaitement incarné par son hyperprésident, et son besoin de protection assuré par le parapluie américain et les garanties de l'article V du Traité de l'Atlantique Nord.

À long terme, et sans préjuger du règlement des questions syrienne et kurde, il paraît donc illusoire que la Turquie ne quitte l'Otan comme le titrent certains articles de presse. Si elle continue sans nul doute d'adopter une attitude bravache en jouant des relations qu'elle entretient avec son voisin russe, la Turquie n'a pas aujourd'hui les moyens de se passer de son alliance avec l'Occident que ce soit militairement avec l'Otan ou commercialement et socialement avec l'UE. Partenaire turbulent et

La Turquie, quel allié demain ?

complexe qui souhaiterait tant s'affranchir de sa dépendance, elle sait bien que son besoin d'alliance surpasse de beaucoup sa volonté d'émancipation.

Pour autant, il semble illusoire de se retrancher aujourd'hui derrière la croyance que cette alliance ira de soi dans la durée et que le parapluie américain ou les mirages économiques de l'Union européenne suffiront à arrimer la Turquie d'Erdoğan à l'alliance occidentale, et à ses valeurs. Ainsi, s'il faut continuer à tenir à la Turquie un discours de vérité et ne pas craindre de la mettre face à ses responsabilités et à ses contradictions, il peut y avoir un véritable danger à poursuivre une diplomatie qui a parfois confiné à l'humiliation et au mépris sous peine de voir un jour cette relation indispensable nous échapper, pour notre plus grand malheur aussi bien que pour celui du peuple turc.

Éléments de bibliographie

Ouvrages

- ANCIAUX Robert, *Turquie*, Louvain-la-Neuve, Deboeck supérieur, 2017, 128 pages.
- BOZARSLAN Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, La Découverte, 2007, 128 pages.
- CHEVIRON Nicolas et PÉROUSE Jean-François, *Erdoğan. Nouveau père de la Turquie ?*, Éditions François Bourin 2016, 435 pages.
- INSEL Ahmet, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan, du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, La Découverte, 2017, 208 pages.
- JABBOUR Jana J., *La Turquie, l'invention d'une diplomatie émergente*, CNRS éditions, 2017, 300 pages.
- SCHMID Dorothée, *La Turquie en cent questions*, Tallandier, 2017, 288 pages.

Articles et revues

- « Le mystère Turc », *Revue XXL*, n° 38, printemps 2017.
- AFP, « La Turquie à l'offensive sur le marché de l'armement », *Le Point*, 15 mars 2013 (www.lepoint.fr/monde/la-turquie-a-l-offensive-sur-le-marche-de-l-armement-15-03-2013-1640640_24.php).
- AL-AMRI Saif Eddine, « Inquiétudes égyptiennes face à l'alliance entre la Turquie et le Soudan », *Orient XXI*, 30 janvier 2018 (<https://orientxxi.info/>).
- BILLION Didier, « Purge en Turquie : la "stratégie autoritaire d'Erdoğan" », Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), 9 novembre 2016 (www.iris-france.org/83237-purge-en-turquie-la-strategie-autoritaire-derdogan/).
- MARCOU Jean, « 2010 : le bilan de la politique étrangère turque », Observatoire de la vie politique turque (Ovipot), 4 janvier 2011 et mis à jour le 3 juin 2015 (<https://ovipot.hypotheses.org/1692>).
- MARCOU Jean, « Turquie : les enjeux de "l'après coup d'État" », Ovipot, 20 juillet 2016 (<https://ovipot.hypotheses.org/14361>).
- OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE, « La politique étrangère de la Turquie à l'épreuve des crises du Moyen-Orient », 19^e séminaire du 5 octobre 1917, animé par Didier Billon, autour de Jana J. Jabbour.
- POUVREAU Ana, « La restructuration des forces armées en Turquie », *Revue Défense Nationale*, n° 805, décembre 2017, pp. 105-110.

Entretiens

- M. Gérard CHALLIAND, géopoliticien, Paris, 29 décembre 2017 (entretien téléphonique).
- M^{me} Muriel DOMENACH, ancienne Consule générale à Istanbul, Paris, 22 janvier 2018.
- M. Pierre RAZOUX, Directeur de recherche « Questions régionales Nord » à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsém), Paris, 23 janvier 2018.
- Colonel Benoît DE LA RUELLÉ, Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), ancien attaché de défense près l'ambassadeur de France en Turquie, Paris, décembre 2017.